

# Coordination des actions revendicatives pour faire céder le pouvoir déclare le Comité politique national du P. S. U.

**Le Comité politique national, réuni à Paris les 16 et 17 mars, a consacré la plus grande partie de ses délibérations à un examen de la situation créée par l'extension des conflits à la suite de la grève des mineurs. On trouvera ci-dessous la résolution votée par le C.P.N. sur ces problèmes.**

**L'**ANNEE sociale de l'U.N.R. est terminée avant d'avoir commencé. Le gouvernement a dévoilé ses véritables intentions. Le général de Gaulle, en signant le décret de réquisition des mineurs, a montré la volonté du régime de restreindre les libertés qui nous restent et les possibilités d'intervention syndicale. Mais l'action résolue des mineurs pour la défense du droit de grève a obligé jusqu'ici ce pouvoir « qui ne recule pas » à ne pas appliquer concrètement les mesures de réquisition.

Ce puissant mouvement de solidarité qui appuie les mineurs, l'extension du conflit à d'autres secteurs professionnels, l'unité et la combativité des travailleurs du sous-sol ont obligé le gouvernement à ouvrir des négociations tout en gardant la volonté de faire pourrir le mouvement.

La généralisation des luttes revendicatives dans les différents secteurs, préconisée dès le début par le P.S.U., et leur coordination dans le secteur nationalisé et dans l'ensemble des industries sont aujourd'hui indispensables pour faire céder le pouvoir.

Les mineurs sont en droit d'attendre que la solidarité dont ils bénéficient s'exerce pour les aider à obtenir le paiement des jours de grève.

Les luttes pour l'augmentation des salaires, le droit de grève, la quatrième semaine de congés, la semaine de 40 heures et les retraites mettent en cause toute la politique économique du régime.

Le IV<sup>e</sup> Plan a été élaboré au mépris des intérêts des travailleurs et les chiffres de la commission des Comptes de la nation montrent la volonté du néo-capitalisme de développer l'autofinancement des entreprises sur le dos des classes populaires.

En annonçant l'étude d'un nouveau plan de l'énergie, en demandant un rapport sur les salaires des secteurs public et privé, le gouvernement avoue lui-même l'incapacité et le caractère antisocial de la politique économique qu'il a suivie.

*Le pouvoir est partagé entre la volonté d'empêcher, par ce blocage des salaires, les travailleurs d'augmenter leur pouvoir d'achat ou d'arriver au même résultat par l'inflation (hausse des prix). C'est pourquoi les augmentations de salaires exigées par les travailleurs, pour demeurer réelles, doivent être le point de départ d'une lutte contre la politique économique du régime.*

Le P.S.U. réaffirme la nécessité du regroupement des organisations syndicales et politiques des travailleurs autour d'un programme comportant les points suivants particulièrement mis en valeur par la situation actuelle :

- extension des droits syndicaux (reconnaissance de la section syndicale d'entreprise) ;

- gestion démocratique des entreprises publiques ;

- nationalisation des pôles de domination économique (énergie, banques d'affaires, sidérurgie...), sous contrôle ouvrier et sans indemnité ni rachat pour les gros actionnaires ;

- planification démocratique et décentralisation permettant, entre autres, une réelle expansion des diverses régions françaises (implantation d'entreprises nouvelles, etc.), ce qui suppose la destruction des privilèges capitalistes.

Le P.S.U. affirme aussi la nécessité pour les mouvements ouvriers et socialistes européens de se coordonner étroitement pour des luttes revendicatives communes et simultanées.

L'orientation ci-dessus définie peut donner sa véritable perspective au combat actuel des travailleurs en grève.

Il s'agit, en effet, de porter des coups sérieux au régime gaulliste gérant des intérêts capitalistes en réunissant, dans une action coordonnée pour la défense des aspirations les plus profondes des classes populaires, les organisations syndicales et les organisations politiques se réclamant du socialisme.

La victoire des travailleurs en grève ouvrira, malgré les difficultés et les pièges que le régime ne manquera pas de tendre, la possibilité d'une mise en question du gaullisme. Elle renforcera l'autonomie d'action et les capacités d'intervention des forces syndicales et socialistes. Il ne doit pas y avoir d'hésitation. Tous à l'action !